

CORPS DIPLOMATIQUE

Guerre ou paix ?

Il est grand temps d'y penser

Ancien Ambassadeur de France, Michel Raimbaud nous explique en quoi la réorganisation du Ministère des Affaires Étrangères et la suppression du « corps diplomatique », est un facteur très préoccupant pour le règlement pacifique des conflits : la paix doit se construire en privilégiant les solutions durables, et cela demande du temps et de la confiance.



Michel Raimbaud

Announced in April 2021, the creation of the Institut National du Service Public (INSP) in replacement of the École Nationale d'Administration (ENA), pépinière de hauts fonctionnaires, y compris des diplomates, avait fait sensation. Le 1^{er} janvier dernier, l'établissement était fermé, faisant oublier la suite prévue.

Le décret publié au Journal Officiel de la République le lundi 18 avril 2022, entre les deux tours de l'élection présidentielle, qui supprime les structures spécifiques aux diplomates, prévoyant l'intégration de ces derniers dans le nouvel Institut à compter du 1^{er} janvier prochain, a bel et bien officialisé la disparition du « corps diplomatique » français. C'est pourquoi il a suscité une telle émotion. L'hypothèse d'un poisson d'avril un peu décalé ayant été écartée, il a fallu se rendre à l'évidence : à quelques jours de la fin de son mandat, Jupiter avait encore frappé.

Liquidation d'un outil de paix

Il n'est en effet pas courant qu'une « grande nation » qui se voit comme une puissance d'influence, soucieuse de son rang dans le monde, liquide ainsi son outil diplomatique : c'est même unique dans les annales, et particulièrement incongru pour un pays comme la France, volontiers nostalgique du temps où, pays des Lumières et patrie des Droits de l'Homme, elle était attendue sur les chemins de la paix et non sur les sentiers de la guerre.

Mais dans le même temps, comme on dit dans la république en marche, la France, revenue au bercail atlantique, n'a plus d'autre viatique qu'un statut de « grande démocratie » et une forte nostalgie d'empire. Peu importe à la ci-devant « grande nation » d'avoir été transformée en « start-up nation » dès lors qu'elle appartient au club des « maîtres du monde » qui disent le droit, écrivent l'Histoire, prônent la paix et font la guerre, en symbiose avec le vieux Joe et l'arrogante Ursula.

« La France est en guerre »

Depuis un quinquennat, l'occupant de l'Élysée juge expédient de présenter la France comme un pays en état de guerre : après le combat contre les gilets jaunes et une bataille contre le perfide covid et les antivax, la guerre serait à nos portes (en Ukraine) : n'a-t-il pas invoqué entre les deux tours de l'élection (où il était partie prenante) la nécessité de mettre en place « une économie de guerre », sous-entendant que ce n'est pas le moment de parler de diplomatie, et donc qu'un pays en guerre n'a pas besoin de diplomatie. On notera d'ailleurs qu'Emmanuel Macron et ses porte-parole ont bien veillé à « ne pas tout mélanger » : on a justifié la liquidation de l'appareil diplomatique en rappelant les contingences budgétaires, les crises, les conflits, les mutations géopolitiques, le besoin de renouvellement, mais en restant lapidaire quant au conflit ukrainien, la perspective semblant se résumer à un slogan : la guerre à outrance contre Poutine. Pas un mot, pas une allusion au dilemme qu'il faudra trancher tôt ou tard, qui est par excellence le problème du moment et pour un bon moment : la guerre ou la paix. Ce silence est stupéfiant...

Quelle que soit l'appréciation des uns et des autres sur les tenants et aboutissants de cette confrontation qui n'est pas née d'hier, l'heure ne serait-elle pas venue de rappeler l'utilité fondamentale de la diplomatie, en particulier en ces temps de folie, de bêtise et d'hystérie, de lavage de cerveau et de parfaite inconscience ? Parmi les institutions vitales qu'un État moderne doit entretenir et soigner, dans un monde où les échanges s'intensifient, où les confrontations se multiplient, où les hégémonies sont remises en